

L'augmentation des activités anti-2ELGBTQQIA+ organisées au Nouveau-Brunswick

À propos du Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick

Le Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick est un organisme public indépendant d'étude et de consultation, traitant les domaines ou questions qui revêtent une importance, présentent un intérêt ou sont source de préoccupation pour les femmes et qui concernent leur égalité réelle. Ses objectifs sont les suivants :

- a) être un organisme indépendant qui fournit au ministre des conseils sur les questions qui revêtent une importance pour les femmes et qui concernent leur égalité réelle;
- b) attirer l'attention du gouvernement et du public sur les questions qui intéressent et préoccupent les femmes et qui concernent leur égalité réelle;
- c) inclure et mobiliser les femmes d'identités, d'expériences et de communautés diverses, les groupes de femmes et la société en général;
- d) agir de façon stratégique et fournir des conseils sur les questions d'actualité et d'avenir;
- e) représenter les femmes du Nouveau-Brunswick.

En visant l'atteinte de ces objectifs, le Conseil peut mener ou faire faire des recherches et publier les rapports, les études et les recommandations. Les travaux du Conseil sont dirigés par des membres bénévoles nommées, représentant des organisations ou siégeant à titre individuel. Le Conseil mène ses activités avec un petit effectif.

Note sur le contenu : *ce mémoire contient une discussion détaillée sur les activités et les attitudes anti-2ELGBTQQIA+ ainsi qu'une discussion sur les abus sexuels des enfants et une discussion sur la suprématie blanche.*

Le Nouveau-Brunswick fait face à un retour de bâton¹ contre les personnes et les communautés 2ELGBTQQIA+².

Une partie de ce retour de bâton est due à la résistance typique au changement social ou à la lenteur de son adoption. Les personnes qui n'ont pas connu des individus 2ELGBTQQIA+ (ou qui n'ont pas réalisé qu'elles en ont connu) peuvent se demander pourquoi ces communautés ont besoin d'une protection et d'une affirmation explicites. Elles peuvent avoir besoin d'aide pour comprendre que ces orientations sexuelles et ces identités de genre font partie de la diversité naturelle de l'humanité et qu'elles ont existé tout au long de l'histoire. Les personnes qui se sont battues pour faire progresser l'égalité des femmes peuvent se demander comment inclure les personnes qui appartiennent à des minorités de genre³ tout en gardant au premier plan la nature genrée de nombreuses questions.

Cependant, une partie de ce retour de bâton est le résultat d'une stratégie plus extrémiste et organisée. Ses participant·es ont [manifesté contre les heures du conte drag dans une bibliothèque publique](#) et contre la [formation professionnelle des enseignant·es](#) sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Ils ont [coordonné des demandes](#)⁴ de révision des livres d'éducation* de santé sexuelle* qui valorisent les identités 2ELGBTQQIA+ dans les collections des bibliothèques et d'une [politique scolaire](#) qui soutient les élèves et les familles 2ELGBTQQIA+. Par souci de précision et de clarté, ce mémoire fait référence à cette stratégie extrémiste et organisée comme étant le *contre-mouvement* et aux personnes qui sont impliquées dans ses activités comme étant des *participant·es*.

¹ Le terme anglais *backlash* est souvent employé pour décrire ce phénomène.

² La bispirtualité ou deux-esprits (une identité propre aux personnes autochtones), lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, asexuel et autres orientations sexuelles et identités de genre marginalisées. Ce document utilise parfois d'autres acronymes pour refléter fidèlement les caractéristiques démographiques des participant·es aux recherches citées.

³ Les minorités de genre comprennent les personnes transgenres, non binaires, agenres, genderqueer, bispirtualles, et bien d'autres encore. Dans le reste de ce mémoire, nous utilisons le terme *trans* comme terme général pour les minorités de genre et parce que c'est le terme que le contre-mouvement tente de stigmatiser.

⁴ Les liens et articles qui ne sont disponibles qu'en anglais sont indiqués par un astérisque.

Les participant·es du contre-mouvement prétendent qu'il existe un programme radical 2ELGBTQQIA+ (souvent appelé « idéologie du genre ») visant à endoctriner les enfants et les jeunes, à les manipuler psychologiquement⁵ en vue de perpétrer des abus sexuels et à éroder les droits des femmes et des filles. Iels affirment que ce programme fait partie d'un complot plus vaste visant à déstabiliser les familles, les communautés et la société.

Malgré cela, de nombreux·euses participant·es prétendent qu'ils ne s'opposent pas aux personnes 2ELGBTQQIA+ pour le simple fait d'exister - iels s'inquiètent simplement du fait que la diversité, l'inclusion, la tolérance et l'acceptation sont allées trop loin.

Ce contre-mouvement est alimenté par la désinformation, la désinformation et les théories du complot en ligne. Il s'agit de l'extrémisme de droite⁶. Il s'inscrit dans un mouvement mondial plus important contre les droits de la personne des groupes protégés.

Les allégations des participant·es peuvent être convaincantes parce qu'elles s'approprient le langage de la protection des enfants et des jeunes ainsi que les droits des femmes et des filles. En réalité, le contre-mouvement n'est pas seulement manifestement anti-2ELGBTQQIA+, il sape également les efforts légitimes déployés pour lutter contre les abus sexuels dont sont victimes les enfants et les jeunes et constitue une menace pour l'égalité des femmes et des filles.

Certain·es participant·es le savent; d'autres croient sincèrement, mais à tort, que leurs activités ne sont pas haineuses et qu'elles protègent les enfants, les jeunes et les femmes. Ce mémoire a pour but de clarifier les racines et les objectifs du contre-mouvement et d'établir que la sécurité des enfants et des jeunes ainsi que

⁵ Le terme anglais *grooming* est souvent employé pour décrire cette accusation.

⁶ [Des chercheur·euses de l'University of New-Brunswick*](#) définissent l'extrémisme de droite comme suit [traduction libre] :

terme générique désignant les personnes qui ont des visions du monde réactionnaires, des idéologies ou des croyances religieuses qui épousent une supériorité raciale, ethnique, sexuelle ou religieuse et qui peuvent mener à des comportements qui enfreignent la loi (p. ex. commettre des crimes haineux), ou qui peuvent motiver, justifier ou contribuer à une forme quelconque d'action violente contre des individus ou le public en général.

Parmi les caractéristiques de l'extrémisme de droite, iels citent : « la défense et la diffusion active de théories du complot inspirées de la droite » et « l'expression, l'encouragement et/ou l'approbation, ouvertement ou secrètement, d'opinions racistes, misogynes, extrêmement hostiles à l'immigration, antisémites, islamophobes et/ou intolérantes ».

les droits des femmes et des filles exigent que les personnes 2ELGBTQQIA+ de tous âges soient protégées et affirmées par le biais de politiques fondées sur des données probantes.

Les allégations

Ce mémoire exposera d'abord les allégations du contre-mouvement avant de les réfuter. Bien que les participant·es au Nouveau-Brunswick se concentrent actuellement sur les allégations relatives à la protection des enfants et des jeunes, ce mémoire aborde également les allégations relatives à l'impact de l'inclusion des personnes transgenres sur les droits des femmes et des filles. Ces allégations ne sont pas aussi dominantes au Nouveau-Brunswick en ce moment, mais elles sont présentes et font partie de la « logique » du contre-mouvement.

Protéger les enfants et les jeunes

Les participant·es prétendent que les heures du conte drag et le matériel d'éducation de santé sexuelle qui valorise les identités 2ELGBTQQIA+ dans les bibliothèques vulnérabilise les enfants et les jeunes aux abus sexuels. L'argument est que les enfants et les jeunes sont désensibilisé·es au niveau sociétal par les ouvrages et les discussions sexuellement explicites, et pas nécessairement que les artistes vont leur faire du mal lors des événements. Les participant·es prétendent que cela fait partie d'un plan visant à préparer le public à accepter la pédophilie comme faisant partie des identités 2ELGBTQQIA+ et qu'elle ne serait plus criminalisée, mais qu'elle serait protégée en tant que droit humain.

Les participant·es sont très préoccupé·es par les concepts de genre et de diversité de genre (c'est-à-dire que le sexe et le genre ne sont pas la même chose, que le sexe assigné à une personne à la naissance ne détermine pas automatiquement son genre, et qu'il y a plus que deux sexes et deux genres). Les participant·es prétendent que les élèves sont incité·es à s'identifier comme 2ELGBTQQIA+ (et trans, en particulier) par les programmes et politiques scolaires sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. On dit que les élèves sont trop jeunes pour comprendre ces concepts et risquent donc d'être désorienté·es et trop influencé·es par les discussions à ce sujet. L'argument est que les élèves s'affichent en tant que 2ELGBTQQIA+ afin d'acquérir un certain statut social. Une [légende urbaine*](#) selon laquelle [les écoles disposent de litières pour les étudiant·es qui s'identifient comme des chats*](#) est souvent citée comme preuve que les institutions accordent trop d'attention aux étudiant·es qui font des déclarations fallacieuses pour attirer l'attention.

Le contre-mouvement prétend également que cela entraîne des tensions dans les relations des élèves avec leurs familles. Les élèves qui effectuent une transition sociale à l'école (par exemple, en changeant de pronoms et de nom) sans que leur famille le sache ou l'approuve en sont une preuve. Selon la critique, cette situation rendrait également les élèves vulnérables aux abus.

Dans cette logique, les enseignant·es, les bibliothécaires et les personnes 2ELGBTQQIA+ sont considéré·es comme étant des manipulateur·trices psychologiques.

Enfin, les participant·es prétendent également que les enfants et les jeunes personnes trans peuvent recevoir des traitements médicaux non testés, irréversibles et potentiellement stérilisants dans le cadre de leur transition. Iels établissent un lien avec la « dépopulation », une théorie du complot selon laquelle les populations blanches sont systématiquement réduites.

Défendre les femmes et les filles

Cette partie du contre-mouvement fait une fixation sur les femmes transgenres. Il existe un sous-ensemble de défenseurs des droits des femmes qui partagent également cette fixation.

Les participant·es prétendent que l'acceptation des femmes transgenres rend les toilettes, les vestiaires, les spas, etc. des femmes moins sécuritaires et que ces lieux deviennent propices à la violence sexuelle à l'encontre des enfants et des femmes cisgenres.

Les participant·es prétendent également que les sports féminins font l'objet d'une attaque. On suppose que les filles et les femmes transgenres ont un [avantage injuste](#)* sur les filles et les femmes cisgenres en tant qu'athlètes et présentent un risque pour la sécurité lorsque le sport implique un contact physique. Les participant·es suggèrent que certains hommes font une transition simplement pour pouvoir concourir à des niveaux de jeu d'élite qu'ils ne pourraient pas atteindre dans les divisions masculines.

Enfin, les participant·es prétendent que la capacité des femmes à parler de leurs expériences en tant que femmes est limitée par la pression non seulement d'inclure, mais aussi de centrer les personnes transgenres. Selon le contre-mouvement, cela conduirait à l'effacement des femmes et des problèmes auxquels elles sont confrontées. Cette préoccupation se concentre souvent sur l'utilisation croissante d'un langage inclusif en ce qui concerne l'avortement, la grossesse et l'accouchement⁷. Il est dit que cela aussi contribue à la confusion et au conditionnement des enfants et des jeunes.

⁷ Il s'agit par exemple de désigner une *personne* enceinte ou une *personne* qui accouche au lieu d'une femme enceinte ou d'une mère, ou encore de décrire les soins gynécologiques comme étant nécessaires aux personnes de tous les genres. Ces termes peuvent être utilisés parce que certaines personnes non binaires et certains hommes trans peuvent tomber enceintes, accoucher ou avoir besoin de soins gynécologiques. De même, certaines personnes non binaires et femmes trans peuvent avoir besoin de soins de santé traditionnellement considérés comme des soins masculins (par exemple, les soins de la prostate).

Il convient de noter que le contre-mouvement n'est pas uniforme dans sa position à l'égard de l'existence même des adultes transgenres. Certain·es participant·es refusent catégoriquement d'admettre qu'une personne puisse être trans et considèrent donc toutes les femmes trans comme des hommes cherchant l'accès aux espaces réservés aux femmes pour leur nuire. D'autres admettent que les personnes trans existent, mais soutiennent qu'elles sont extrêmement rares et qu'elles ne peuvent pas savoir qu'elles sont trans avant d'être adultes. Ainsi, même les participant·es qui acceptent l'existence des personnes transgenres disent que l'attention qui leur est accordée est exagérée. Les participant·es peuvent également s'inquiéter du fait que les personnes transgenres effectuent leur transition de manière irréfléchie ou trop rapide. Cela rejoint les affirmations selon lesquelles les enfants et les jeunes sont trop jeunes pour savoir qu'ils sont 2ELGBTQQIA+ et que par conséquent les écoles et les bibliothèques ne devraient tout simplement pas aborder la question de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle afin d'éviter de les troubler ou de les influencer.

L'examen des allégations

Les allégations du contre-mouvement ne tiennent pas. Un examen fondé sur des données probantes révèle que ses affirmations sont clairement anti-2ELGBTQQIA+ et s'appuient sur de nombreux mythes nuisibles et réfutés perpétués par la désinformation et la désinformation en ligne. L'examen montre également que ses affirmations nuisent en fait aux enfants, aux jeunes et aux femmes de toutes orientations sexuelles et identités de genre.

L'abus sexuel

Les gens imaginent souvent que les abus sexuels commis contre les enfants sont perpétrés par des étranger·ères ou par une personne que la victime connaît à peine. Cependant, la plupart des violences sexuelles, tant à l'égard des [enfants](#) que des [adultes](#), sont perpétrées par une personne que la victime connaît. Les personnes qui commettent des abus sexuels sur des enfants travaillent dur pour se fondre dans la masse et passer inaperçues. Elles [manipulent les enfants au niveau psychologique au fil du temps*](#) en établissant une relation avec un·e ou plusieurs enfants spécifiques, en testant et en repoussant lentement leurs limites, et en développant le secret, la peur et la honte.

Les artistes drag sont dynamiques, exagéré·es et animé·es - c'est la raison pour laquelle iels sont [bien placé·es pour proposer des programmes pour enfants*](#) et que les heures du conte drag ne sont pas des occasions de commettre des abus sexuels.

En ce qui concerne les accusations de manipulation psychologique des enfants et des jeunes à l'heure du conte drag en les exposant à des ouvrages sexualisés, cela ne tient pas compte du fait que les costumes et

le contenu de ces événements sont adaptés à l'âge des enfants⁸. De nombreux·euses artistes sont capables de passer d'un contenu pour adultes à un contenu approprié pour les enfants - il suffit de penser aux musicien·nes et aux comédien·nes de *Sesame Street*. On ne peut supposer que les artistes drag ne peuvent pas faire ce changement que si l'on pense qu'il y a quelque chose de fondamentalement différent et de mauvais chez les artistes drag - ou bien si l'on pense que peu importe si le contenu est adapté à l'âge des enfants, les artistes drag n'ont tout simplement pas leur place auprès des enfants.

Quoi qu'il en soit, le raisonnement est profondément anti-2ELGBTQQIA+. Ce n'est pas simplement à propos du drag car, pour le contre-mouvement, le drag est une représentation de l'ensemble de la communauté 2ELGBTQQIA+. Ceci est appuyé par les fréquentes références par le contre-mouvement à la communauté dans ses activités contre l'heure du conte drag, ainsi que par le fait qu'il s'organise également contre la diffusion des matériaux d'éducation de santé sexuelle et les politiques scolaires visant à valider les identités 2ELGBTQQIA+. La position du contre-mouvement implique que la proximité des personnes 2ELGBTQQIA+ (ou des informations les concernant) est intrinsèquement dangereuse ou sexuelle pour les enfants et les jeunes. Il considère que le fait d'être 2ELGBTQQIA+ est déviant, voire contagieux et qu'il faut donc protéger les enfants et les jeunes.

Cependant, le contre-mouvement n'est pas seulement anti-2SLGTBQIA+. En diffusant des informations erronées sur le fonctionnement de la manipulation psychologique des enfants, en stigmatisant les communautés 2ELGBTQQIA+ et en remettant en cause les ouvrages d'éducation sexuelle adaptés à l'âge des enfants dans les bibliothèques, elle sape les efforts légitimes visant à protéger les enfants des abus sexuels.

Pour prévenir et réduire les abus sexuels sur les enfants et les jeunes, il faut s'assurer que les familles, les écoles, les organisations communautaires et les leaders gouvernementaux comprennent comment les abus sexuels sur les mineurs sont réellement perpétrés. Il faut des approches fondées sur des données probantes pour réduire la vulnérabilité aux abus, y compris une [éducation de la santé sexuelle](#) adaptée à l'âge et fondée sur les droits de la personne. Elle exige que les discussions sur le sexe et la sexualité ne soient pas stigmatisées et que les personnes qui appartiennent à des minorités sexuelles et de genre soient valorisées. Il faut encourager une culture de confiance et d'appui envers les survivant·es de la violence lorsqu'ils se manifestent.

Les arguments et les activités du contre-mouvement ne se contentent pas de ne pas faire ces choses, ils tentent activement d'empêcher bon nombre d'entre elles de se produire. Les personnes qui souhaitent apporter des contributions significatives à des organisations activement engagées dans la protection des

⁸ Bien qu'il existe des [vidéos disponibles en ligne](#)* de spectacles de drag adaptés aux adultes et destinés à des femmes en présence de bébés et d'enfants en bas âge, ces vidéos proviennent d'événements privés qui n'ont pas eu lieu dans les bibliothèques ou les écoles.

enfants et des jeunes sont distraites par des informations erronées qui alimentent le problème même qu'elles cherchent à traiter. Le contre-mouvement habilite donc le type d'abus auquel il prétend s'opposer.

L'augmentation du nombre d'enfants et de jeunes s'identifiant comme 2ELGBTQQIA+

L'existence d'enfants et de jeunes personnes transgenres ne font aucun doute. Les données de Statistique Canada montrent qu'[un·e canadien·ne sur 300](#) âgé de plus de 15 ans est transgenre ou non binaire. Au Nouveau-Brunswick, [21,9 % des jeunes de la 6e à la 12e année s'identifient comme LGBTQ2+](#). La [Société canadienne de pédiatrie](#), la [Société canadienne de psychologie](#), l'[Association canadienne de protection médicale](#) et l'[Association canadienne des travailleurs sociaux*](#) comptent parmi les organisations professionnelles nationales respectées qui affirment l'existence des enfants, des jeunes et des adultes transgenres. En outre, l'identité et l'expression de genre sont protégées par les lois [canadiennes](#) et [néo-brunswickoises](#) sur les droits de la personne.

Il est vrai que les [jeunes s'identifient ouvertement comme LGBTQ2+ à un taux plus élevé que les générations précédentes](#). Ceci n'est pas en raison d'une « idéologie du genre », mais parce qu'[iels disposent de plus en plus de langage pour décrire leur identité](#) ainsi que de protections institutionnelles. Cette évolution peut être comparée, de manière imparfaite, à l'[essor de la gaucherie*](#), lorsque la société a cessé d'obliger les gauchers à fonctionner comme des droitiers. De même qu'il y a toujours eu des gauchers, il y a [toujours eu des personnes transgenres*](#). Mais il n'a pas toujours été possible ou sûr d'afficher publiquement l'identité trans dans certaines cultures, certains contextes et certaines époques.

En outre, les personnes ne s'affichent pas comme trans à la légère ou pour influencer sur leur statut social. Malgré les progrès réalisés en matière de protection, le fait d'être transgenre comporte toujours des risques considérables en raison de la transphobie et de la normativité de l'identité cisgenre (c'est-à-dire, de considérer le fait d'être cisgenre non seulement comme plus répandu, mais aussi comme « normal »). [Une étude récente au Canada*](#) a révélé que les jeunes transgenres et les jeunes non-conforme au genre étaient cinq fois plus susceptibles d'être suicidaires que leurs pairs cisgenres et conformes au genre. Au Canada, les jeunes 2ELGBTQQIA+ sont confronté·es à des [taux et à une fréquence d'intimidation plus élevés](#) et [font état d'indicateurs plus négatifs de santé mentale comparativement à leurs pairs non 2ELGBTQQIA+](#). Dans l'ensemble du pays, les personnes 2ELGBTQQIA+ âgées de 15 ans et plus [connaissent des taux plus élevés de victimisation violente et d'idées suicidaires](#) que les personnes non 2ELGBTQQIA+. Les jeunes 2ELGBTQQIA+ présentent un [risque élevé de sans-abrisme*](#), ce qui contribue également au risque de [violence et d'exploitation sexuelle*](#).

Au contraire, les personnes - y compris les enfants et les jeunes - se déclarent trans parce qu'elles savent qu'elles le sont. De [nombreuses études* ont montré*](#) que les enfants transgenres sont aussi sûrs de leur genre que leurs pairs cisgenres le sont du leur. Ces études ont également montré que l'identification des enfants à leur identité de genre est similaire avant et après la transition sociale, quel que soit le temps écoulé depuis la transition. Cela signifie que la transition n'a pas créé ou modifié leur identité de genre,

mais qu'elle l'a valorisée. La [recherche*](#) montre également que la grande majorité des enfants qui effectuent une transition sociale continuent de s'identifier à l'identité de genre qu'ils ont adoptée des années plus tard. Les allégations de « contagion sociale » des enfants et des jeunes qui s'identifient comme transgenres ont été [solidement démenties*](#).

Empêcher les enfants et les jeunes d'apprendre ce qu'est l'identité et la diversité du genre, c'est ignorer la réalité que certains enfants et jeunes sont en fait trans et ont besoin d'être valorisés. C'est aussi ignorer que de nombreux enfants et jeunes ont des personnes trans dans leur famille et leur communauté et que [tous-tes les élèves* bénéficient*](#) de [l'inclusion 2ELGBTQQA+ à l'école*](#).

Une autre préoccupation des participant·es est que les élèves effectuent leur transition à l'école sans que leur famille le sache ou l'approuve. Soyons clairs : ceci est une transition sociale, et non médicale, et elle est informelle (par exemple, cela n'implique pas la modification des documents d'identification délivrés par le gouvernement).

Les élèves peuvent souhaiter effectuer une transition sociale à l'école sans en parler à leurs parents pour de nombreuses raisons. Une politique de l'école consistant à faire confiance à la décision des élèves d'effectuer une transition sociale et de ne pas en parler à leur famille n'est pas une tentative d'[usurpation ou de manque de respect du rôle des familles*](#). Il s'agit plutôt de [prendre au sérieux le statut de la personne et les droits des élèves*](#) et de reconnaître que les élèves peuvent avoir besoin de temps et d'appui de leurs pairs et d'enseignant·es de confiance pour se préparer à faire leur *coming out* auprès de leur famille. Il s'agit également d'assurer la sécurité des élèves transgenres en tenant compte du fait que [toutes les familles n'accueilleront pas et ne valideront pas*](#) leur identité de genre. Bien entendu, il est toujours possible que les parents d'élèves qui ont effectué une transition sociale informelle à l'école sans les en informer découvrent par le biais des cercles sociaux que leur enfant a effectué une transition. Dans ce cas, l'enfant peut toujours nier la validité de l'information s'il en a besoin pour des raisons de sécurité - après tout, l'information leur est parvenue par le biais des cercles sociaux et non par un membre du personnel de l'école.

Si l'on retire aux écoles la possibilité d'appuyer la transition sociale informelle initiée par les élèves ou l'obligation de ne pas communiquer cette transition aux parents des élèves sans leur consentement, cela signifie que les élèves ne feront tout simplement pas leur *coming out* auprès du personnel de l'école. Cette situation mettrait les élèves transgenres en danger, car la [recherche démontre*](#) que les jeunes LGBTQ qui ont au moins un·e adulte qui les accepte dans leur vie sont beaucoup moins susceptibles de tenter de se suicider. Cet·te adulte est souvent un·e enseignant·e ou un·e conseiller·ère scolaire. Les protections scolaires pour les élèves 2ELGBTQQA+ constituent une stratégie de santé publique visant à réduire le risque de suicide chez les enfants et les jeunes 2ELGBTQQA+, ainsi que les risques pour la santé mentale de toutes les personnes qui seraient affectées par ces pertes tragiques. La réponse au malaise des parents qui n'ont pas le droit d'être informés de l'identité de genre de leur enfant n'est pas la réduction des options

et des droits des élèves. La solution serait de veiller à ce que toutes les familles soient respectueuses et sûres pour les élèves 2ELGBTQQIA+.

En ce qui concerne la transition médicale, les normes de soins sont définies par le [World Professional Association for Transgender Health](#) (WPATH). L'[édition actuelle des normes](#) vise à [traduction libre] :

fournir des conseils cliniques aux professionnels de la santé afin d'aider les personnes transgenres et de la diversité de genre (TGD) à accéder à des voies sûres et efficaces leur permettant de se sentir durablement à l'aise avec leur genre, dans le but d'optimiser leur santé physique globale, leur bien-être psychologique et leur épanouissement personnel.

Les normes comprennent des chapitres distincts sur les soins aux adultes, aux adolescent·es et aux enfants. Elles n'autorisent pas la transition médicale des enfants avant l'adolescence (c'est-à-dire, avant que la puberté ne soit atteinte). Les normes pour les adolescent·es priorisent la suppression de la puberté et l'hormonothérapie en tant qu'interventions médicales. Les interventions chirurgicales pour les adolescent·es sont soumises à des exigences importantes et rigoureuses.

Même si les normes autorisent les interventions médicales, ces traitements peuvent être incroyablement difficiles à obtenir. Un [article canadien de 2019](#) explique que l'accès aux soins (et pas seulement aux interventions médicales) dans les cliniques spécialisées prend des mois (et parfois plus d'un an) pour les jeunes. Ce retard dans les soins [traduction libre] « a également été précédé d'une période allant souvent jusqu'à des années de réflexion et d'attente, alors qu'ils exploraient et acceptaient leur propre genre, puis trouvaient le courage de faire leur coming out auprès de leurs parents ». L'article rapporte que les résultats de l'intervention médicale ont été positifs [traduction libre] :

[les personnes] qui ont eu recours à des médicaments ou à une intervention chirurgicale sont généralement satisfaites des interventions dont elles ont bénéficié. Elles ont raconté comment les interventions médicales avaient amélioré leur bien-être et leur vision de l'avenir, de manière générale ou spécifique. Par exemple, celles qui avaient eu des pensées suicidaires et/ou s'étaient automutilées dans le passé ont indiqué que l'incidence de ces pensées ou actions avait diminué depuis le début de l'intervention médicale.

Au Nouveau-Brunswick, l'Assurance-maladie rembourse seulement les coûts des opérations chirurgicales de confirmation du genre pour les personnes qui ont 18 ans ou plus. Seulement [certaines chirurgies de confirmation du genre](#) sont remboursables par l'Assurance-maladie et plusieurs sont seulement accessibles à l'extérieur de la province (et doivent être effectuées dans un hôpital public). Cela signifie que, dans les faits, seuls les traitements hormonaux sont accessibles aux jeunes de moins de 18 ans au Nouveau-Brunswick. Comme pour tous les traitements médicaux, les [enfants et les jeunes de moins de 16 ans](#) doivent obtenir le consentement d'un parent ou d'un·e tuteur·rice pour avoir accès à ces traitements.

Les soins médicaux de confirmation du genre au Canada, y compris les hormones pour les jeunes, sont effectués dans une approche qui vise à prévenir le regret de transition*. Les allégations selon lesquelles la plupart des enfants et des jeunes qui effectuent une transition « abandonnent » par la suite et redeviennent cisgenres ont été réfutées et la recherche montre en fait* que l'adoption d'un modèle « d'attendre et de voir » pour les soins de confirmation du genre est nuisible. Bien que cette section du mémoire ne porte pas sur les adultes, il convient également de noter qu'une méta-analyse américaine sur la prévalence des regrets après une transition médicale* impliquant une intervention chirurgicale a révélé un taux de regrets inférieur à 1 % pour les chirurgies transmasculines et un taux de regrets de 1 % pour les chirurgies transféminines.

Tout comme le contre-mouvement habilite les abus sexuels sur les enfants, elle augmente la vulnérabilité des enfants et des jeunes en cherchant à supprimer les protections pour les élèves 2ELGBTQQIA+ tout en les stigmatisant (ainsi que les élèves qui ont de la famille et des ami-es 2ELGBTQQIA+). L'impact de cette situation est profond, comme le démontrent les statistiques précédentes sur l'intimidation, le harcèlement, les problèmes de santé mentale, le risque de suicide et le sans-abrisme.

Les droits des femmes et des filles

Cette section répond aux allégations selon lesquelles les efforts de valorisation de la diversité du genre nuisent aux femmes et aux filles. Pour ce faire, elle explore les préoccupations communes concernant la diversité du genre et l'inclusion auxquelles les personnes cisgenres (y compris certains défenseurs des droits des femmes) s'accrochent et que le contre-mouvement exploite.

« J'accepte les femmes transgenres, mais ce ne sont pas des vraies femmes. »

Cette affirmation est souvent faite dans le but de valoriser les expériences des femmes cisgenres. Les personnes qui la partagent font généralement remarquer que les « vraies » femmes connaissent les menstruations, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, etc. Ces expériences sont presque présentées comme des efforts que les femmes transgenres n'ont pas effectués. Mais même parmi les femmes cisgenres, toutes n'ont pas leurs règles, ne peuvent pas devenir enceintes (ou choisissent de ne pas le devenir), ne donnent pas naissance à des enfants ou n'allaitent pas. Ces femmes cisgenres ne sont-elles pas des femmes ? Peut-être qu'elles le sont parce qu'elles ont des chromosomes XX, un vagin, un col de l'utérus, un utérus et des trompes de Fallope. Sauf que, là encore, [ce n'est pas le cas de toutes les femmes cisgenres*](#).

Inclure les femmes trans dans la catégorie des femmes ne consiste pas à agir comme si les femmes trans et les femmes cis sont exactement les mêmes. Il s'agit plutôt d'élargir le concept de féminité pour y inclure les femmes trans et cis et affirmer que toutes les femmes méritent des droits et des protections. Cela ne sert

pas seulement les femmes trans, mais aussi les femmes cisgenres. L'infertilité, par exemple, a de [graves conséquences psychologiques négatives](#)* pour les femmes cisgenres, car elles supposent que le fait de pouvoir mener une grossesse à terme est un élément essentiel de leur identité. Elle profite également aux femmes dont la féminité a été historiquement remise en question ou considérée comme atypiques, notamment les femmes queer, [racisées](#)* et [handicapées](#)*.

Une fois que nous avons compris les raisons pour lesquelles nous devons élargir notre conception de la féminité, nous comprenons pourquoi le contre-mouvement s'y oppose.

Les psychologues considèrent que la catégorisation sociale est une capacité innée de l'être humain qui l'aide à s'engager dans son monde social. Par contre, la [catégorisation sociale](#)* est également le fondement des préjugés, de la discrimination et des stéréotypes. Les mouvements extrémistes (incluant les [mouvements génocidaires](#)) tirent parti de la tendance humaine à catégoriser les gens pour atteindre leurs propres objectifs sociaux, politiques et économiques. Ils mettent en place un processus de classification qui ne consiste pas seulement à classer les gens en groupes, mais aussi à étiqueter des segments de la population comme déviants et à [les déshumaniser](#)*.

Ce processus de classification exclut non seulement les femmes transgenres de la féminité, mais aussi les femmes cisgenres qui ne sont pas conformes au genre (ce qui signifie qu'elles sont plus « masculines » que les femmes sont « censées l'être »).

Les processus de classification extrémistes divisent aussi les femmes cisgenres qui donnent naissance (et avec qui) de celles qui ne le font pas, car l'extrême droite se préoccupe de la « dépopulation » et de la « théorie du grand remplacement » qui prétend que les populations blanches sont systématiquement réduites dans le cadre d'un « génocide blanc »⁹. L'ouvrage *Right-Wing Extremism in Canada and the United States*, publié en 2022, explore les chevauchements importants entre les mouvements de suprématie masculine et de suprématie blanche et note que [traduction libre] « les deux mouvements sont préoccupés par la fonction reproductive et sexuelle des femmes et considèrent les femmes comme des biens à posséder et à contrôler¹⁰ ». Les auteurs expliquent que les politiques de reproduction sont « un principe fondamental¹¹ » de la suprématie blanche.

⁹ Liram Koblenz-Stenzler et Alexander Pack, "Infected by Hate : Far Right Attempts to Leverage Anti-Vaccine Sentiment" (Institut international de lutte contre le terrorisme, mars 2021), p. 5-8.*

¹⁰ Meredith L. Pruden, Ayse D. Lokmanoglu, Anne Peterscheck et Yannick Veilleux-Lepage, "Birds of a Feather : A Comparative Analysis of White Supremacist and Violent Male Supremacist Discourse", dans Barbara Perry, Jeff Gruenewald, Ryan Scrivens (Eds.) *Right Wing Extremism in Canada and the United States* (Palgrave Hate Studies, 2022), p. 243.*

¹¹ P.217.*

L'extrémisme de droite est préoccupé par la préservation d'un système dans lequel il existe deux genres qui découlent directement d'un binaire sexuel clair et où la reproduction des femmes est contrôlée au service de la suprématie blanche. Insister sur le fait que les femmes transgenres ne sont pas de « vraies » femmes alors que les faits prouvent le contraire est un premier pas sur cette voie.

« N'importe qui peut dire qu'il est trans et vous devez le croire. Qu'en est-il des hommes qui se disent transgenres pour avoir accès aux espaces réservés aux femmes? »

Le mythe selon lequel les hommes utilisent les politiques d'inclusion des personnes transgenres pour commettre des agressions (plus précisément des agressions sexuelles dans les toilettes des femmes) a été [réfuté à maintes reprises*](#).

La violence sexuelle perpétrée par les hommes est motivée par des croyances misogynes enracinées dans la société. Les politiques publiques qui renforcent la misogynie, y compris celles qui excluent les femmes transgenres des espaces réservés aux femmes, ne font que renforcer les pratiques sociales qui favorisent la violence sexuelle au Nouveau-Brunswick.

Exclure les femmes transgenres des toilettes pour femmes ne protège personne. En revanche, cela stigmatise et ostracise davantage les femmes trans des espaces communs et de la vie publique et est le genre de politique qui a un [effet néfaste sur la santé mentale des adultes trans*](#). Les jeunes 2ELGBTQQIA+ verront cela se produire et connaîtront une honte, une stigmatisation et une vulnérabilité accrues. La [recherche démontre*](#) également que les jeunes transgenres qui n'ont pas accès à des toilettes appropriées courent un risque élevé d'agression sexuelle par rapport à leurs pairs qui y ont accès.

« En quoi est-il juste que les femmes transgenres concourent avec les femmes cis en tant qu'athlètes ? »

Cette question est en grande partie fallacieuse lorsqu'elle est présentée par le contre-mouvement. Si les préoccupations concernant l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes filles dans le sport étaient authentiques, elles ne porteraient pas exclusivement sur les athlètes transgenres, mais aborderaient également la question de l'[insuffisance des ressources allouées*](#) aux [programmes sportifs pour les jeunes filles et les femmes](#), ainsi que la [faible rémunération*](#) des athlètes féminines professionnelles.

Les questions de ressources ne sont pas soulevées parce que le contre-mouvement n'est pas réellement intéressé par la garantie d'opportunités pour les filles et les femmes dans le domaine du sport. L'objectif est plutôt de maintenir un système strict à deux genres qui reflète l'idée qu'il existe un sexe binaire clair et absolu ainsi que des croyances persistantes dans des mythes nuisibles aux personnes 2ELGBTQQIA+ en tant que prédateur·rices. Ceci est confirmé par le fait que les participant·es ignorent que les organismes de sports féminins appuient l'inclusion des filles et des femmes transgenres (par exemple, l'organisme Femmes

et sport au Canada [affirme](#) que « l'inclusion des femmes et des filles passe aussi par l'inclusion des femmes et des filles transgenres »).

Bien que ce sujet soit souvent abordé avec mauvaise foi, il mérite d'être traité avec rigueur.

Pour commencer, il est important de reconnaître que les sports sont à bien des égards intrinsèquement injustes. Les athlètes sont généralement réparti·es non seulement en fonction de leur genre, mais aussi de leur âge et parfois dans les ligues de loisirs et de compétitions afin de s'assurer qu'ils se mesurent à leurs pairs sur le plan physique. Dans son ouvrage *Beyond Trans: Does Gender Matter*, Heath Fogg Davis, spécialiste des questions de genre et de sexualité, explique que malgré ces divisions, les politiques sportives fondées sur le genre ne peuvent pas garantir l'équité parce qu'il existe encore [traduction libre] « d'importantes variations intrasexuelles dans la musculature, la densité osseuse, la capacité pulmonaire, la stature et l'endocrinologie qui existent dans les catégories de personnes que nous appelons hommes et femmes¹². » Il résume [traduction libre] : « Il y a beaucoup de femmes grandes et fortes, et beaucoup d'hommes petits et faibles. »

Il est également important d'ancrer la discussion dans le fait que pour beaucoup d'enfants, de jeunes et d'adultes, les sports sont amateurs et récréatifs. Les objectifs de leur participation sont d'être physiquement actif, d'avoir un sentiment d'appartenance à la communauté, d'améliorer les compétences, de développer la confiance en soi, de pratiquer le leadership, etc.

Par conséquent, il ne devrait pas être controversé d'inclure des filles et des femmes transgenres dans les sports récréatifs féminins. Au Nouveau-Brunswick, EntraîneurNB [fournit déjà un guide](#) pour créer des environnements inclusifs pour les athlètes et les entraîneur·euses LGBTQI2S.

À des niveaux de compétition plus élevés, les préoccupations concernant les avantages perçus des filles et des femmes transgenres post-pubères tendent à se concentrer sur les niveaux de testostérone. Cependant, comme l'explique Davis [traduction libre] :

tout comme les niveaux de testostérone ne font pas de nous des hommes ou des femmes, ils ne sont pas les seules choses à pouvoir prédire qui gagne et qui perd dans le sport. Si c'était le cas, il ne serait pas nécessaire d'organiser des compétitions d'athlétisme et des tournois : nous pourrions désigner les vainqueurs en mesurant quel corps produit et réagit à la plus grande quantité de testostérone fonctionnelle¹³.

¹² Heath Fogg Davis, *Beyond Trans: Does Gender Matter* (New York : New York University Press, 2017) p.124.*

¹³ P. 121 – 122*

La science n'est pas tranchée. C'est pourquoi des organisations comme le Comité international olympique (CIO) adoptent une approche fondée sur les principes d'équité, d'inclusion et de non-discrimination. Le CIO a mis au point [un cadre](#) qui [traduction libre] :

ne recommande pas une approche universelle des critères d'éligibilité pour les compétitions avec la ségrégation sexuelle dans les nombreux sports, disciplines et épreuves du Mouvement olympique. Au contraire, il reconnaît par consensus que chaque sport, discipline et épreuve présente des caractéristiques de performance uniques, qui devraient guider l'élaboration des critères d'admissibilité [citation omise].

Plus loin,

Le cadre n'exclut pas la possibilité que certain·es athlètes soient soumis·es à des restrictions de participation ou à des exclusions lorsqu'un avantage injuste et disproportionné et/ou un risque inacceptable de sécurité sont clairement démontrés et ne peuvent être atténués par des aménagements raisonnables.

Il est important de noter que les personnes impliquées dans la politique sportive au plus haut niveau ne se demandent pas *si* les athlètes transgenres devraient participer, mais *comment*. U Sports, l'organisation nationale qui supervise le sport universitaire au Canada, a aussi publié une [politique d'inclusion des personnes transgenres fondée sur des données probantes](#). L'Association sportive interscolaire du Nouveau-Brunswick a également des [règles de fonctionnement](#) qui traitent l'inclusion des personnes trans (et à date [n'ont reçu aucune plainte à ce sujet*](#)).

L'intégration des athlètes transgenres est un [processus évolutif](#). Le CIO et U Sports ont élaboré des politiques raisonnables et prometteuses pour entamer ce processus important. En revanche, ce qui n'est pas raisonnable c'est l'approche adoptée par certaines juridictions aux États-Unis, où la réaction anti-2ELGBTQQIA+ a progressé. Certains États exigent (ou tentent d'exiger) que les [mineurs se soumettent*](#) à un [examen de leurs organes génitaux*](#) avant les [compétitions sportives*](#). Cette pratique est humiliante pour tous·tes les athlètes impliqué·es et profondément stigmatisante pour les enfants et les jeunes transgenres, les personnes dont les caractéristiques sexuelles ne correspondent pas exactement à la catégorie du sexe masculin ou féminin et les personnes qui sont perçues comme non conformes au genre (ce qui est plus susceptible d'être le cas des enfants et des jeunes racisé·es). Cette pratique s'inscrit dans la lignée des pratiques extrémistes de classification des êtres humains et constitue une véritable [opportunité de perpétrer des abus sexuels sur les enfants et les jeunes*](#).

« *Les femmes sont effacées et cela va faire reculer les droits des femmes.* »

Cette préoccupation concernant les droits des femmes est souvent soulevée en relation avec l'accent mis sur les personnes trans (pas seulement sur les femmes trans) dans les discussions sur l'égalité des genres.

La préoccupation est souvent axée sur le langage (par exemple, le passage à l'égalité des *genres* au lieu de l'égalité des *femmes*).

En fait, les organismes tels que le Conseil des femmes utilisent de plus en plus souvent un langage inclusif afin de refléter et d'affirmer la diversité des genres. Les organisations qui ont historiquement œuvré pour les droits des femmes élargissent également de plus en plus leurs mandats pour inclure les personnes transgenres de tous les genres (c'est-à-dire non seulement les femmes transgenres, mais aussi les hommes transgenres, les personnes non binaires, etc.).

Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, les femmes trans ne peuvent pas être affirmées séparément de l'ensemble de la communauté trans. Deuxièmement, les femmes cisgenres et les personnes transgenres sont toutes confrontées à une oppression fondée sur le genre et plusieurs sont confrontées à des expériences d'autres formes d'oppression influencées par le genre, telles que le racisme et le capacitisme. Troisièmement, l'inclusion significative des femmes trans dans la lutte pour l'égalité des femmes (et la reconnaissance du fait que la lutte pour l'égalité des femmes fait partie d'un mouvement plus large pour l'égalité des genres qui inclut les personnes trans de tous les genres) est un rejet du type de classification diviseur avec lequel l'extrême droite est obsédée. Le rejet de la transformation des catégorisations sociales en systèmes de préjugés et de discrimination est au cœur du travail des organisations de défense des droits des femmes.

Pour de nombreuses personnes, les préoccupations concernant l'intégration de la diversité du genre dans les organisations de femmes et les discussions sur les questions d'égalité des genres commencent et se terminent par le langage. Il est vrai que le langage inclusif peut parfois rendre les communications maladroitement et imprécises, mais l'alternative est de ne faire qu'un éloge superficiel de la diversité des genres en l'affirmant en théorie et non en pratique. Si le langage a de l'importance (et les personnes qui expriment cette préoccupation pensent clairement que c'est le cas) [il est nécessaire d'utiliser un langage valorisant et précis*](#), même si cela rend l'élaboration de slogans et l'explication des problèmes plus complexes.

Il existe cependant des groupes de défense des droits des femmes qui ne s'opposent pas seulement à l'utilisation d'un langage inclusif. Ces « féministes critiques à l'égard du genre » ou « féministes radicales excluant les personnes trans » ne reconnaissent ni n'acceptent l'identité de genre comme un concept et prétendent que les femmes trans constituent une menace, voire une tactique pour attaquer l'égalité des femmes. Elles sont minoritaires et leurs « contributions » au mouvement des femmes se concentrent souvent uniquement sur leurs efforts anti-trans. Parmi les organisations qui, au quotidien, servent, soutiennent et défendent les femmes dans un large éventail de domaines, il existe un [consensus clair et généralisé](#) sur la nécessité d'inclure les personnes trans dans leur travail.

Les véritables motivations et objectifs du contre-mouvement

Le contre-mouvement au Nouveau-Brunswick est clairement anti-2ELGBTQQIA+, ne s'intéresse pas vraiment à la protection des enfants ou des jeunes, ne s'investit pas dans les droits des femmes et des filles,

et est chargé de théories du complot et d'une logique qui s'aligne sur l'extrême droite - mais s'agit-il d'un véritable mouvement d'extrémisme de droite? Oui, c'est le cas.

Cette affirmation est étayée par les courriels partagés par le gouvernement en réponse à l'[enquête](#) du Défenseur des enfants et de la jeunesse sur sa décision de revoir une politique protégeant les élèves et les familles LGBTQIA+ dans les écoles. Ces courriels, envoyés au gouvernement par des personnes préoccupées par la politique et le contenu des écoles en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, font référence à la « théorie marxiste et critique de la race », à la « théorie de l'identité de genre », au « programme de la communauté LGBTQ2+ », à l'« endoctrinement » des enfants, au « Forum économique mondial et à ses amis d'extrême gauche », ainsi qu'à des préoccupations concernant les litières dans les écoles. L'un d'entre eux contient l'appel « *help make New-Brunswick great again* ». La formulation de ces courriels est directement tirée de théories du complot de l'extrême droite et de canulars sur l'internet, conçus pour désinformer, agiter et susciter la méfiance à l'égard des institutions publiques.

La présence publique sur les médias sociaux des personnes qui organisent ces activités anti-2ELGBTQIA+ au Nouveau-Brunswick ou qui en font la promotion appuie également cette affirmation. Leurs profils publics montrent qu'ils sont souvent des négationnistes du COVID-19, opposés aux vaccinations en tant qu'intervention médicale et partisans de l'occupation d'Ottawa au début de l'année 2022¹⁴. Beaucoup de ces profils partagent également du contenu qui fait référence à la « dépopulation » et à la peur d'un « nouvel ordre mondial ». Les drapeaux canadiens, les appels au patriotisme et les appels à « sauver le Canada » figurent en bonne place. Les participant-es sont présentés comme des « combattants de la liberté » et des « maman et papa ours/grizzlies » (c'est-à-dire des adultes qui défendent férocelement les enfants) qui « tiennent la ligne ».

En examinant ce contexte plus complet, l'ampleur et la nature du contre-mouvement apparaissent clairement. Le contre-mouvement ne fait pas seulement indéniablement partie de l'extrême droite, elle est fasciste.

Le fascisme est une idéologie politique d'extrême droite. Il est difficile à définir - la contradiction et l'incohérence sont quelques-unes de ses caractéristiques. Dans un [texte fondateur sur le fascisme*](#), Umberto Eco (un survivant du fascisme italien du milieu du 20e siècle) l'explique comme un « totalitarisme flou... une ruche de contradictions ». Plutôt que de donner une définition rigide du fascisme, il en identifie les caractéristiques communes. Un bon nombre d'entre elles sont présentes dans le contre-mouvement décrit dans ce mémoire, notamment : une logique incohérente et intenable; des pratiques apparemment contradictoires; le rejet du modernisme; un parti pris pour l'action et le dénigrement de l'analyse ou de

¹⁴ Pour en savoir plus sur le lien entre les théories du complot sur les origines du COVID-19, des vaccins contre le COVID-19 et la suprématie blanche, [suivez ce lien](#).

l'intellectualisme; des appels aux adhérent·es pour qu'ils agissent en héros; l'obsession des théories du complot; la peur de la différence; le fait de blâmer et de vilipender les groupes minoritaires pour leurs frustrations; et des appels au nationalisme [en tant qu'identité sociale*](#) pour un groupe majoritaire qui se sent menacé (par exemple, les Canadiens blancs, cisgenres et hétérosexuels). Le ciblage des bibliothèques et des écoles va également dans le sens du fascisme.

Il est important de noter que le contre-mouvement est fasciste et non simplement d'extrême droite, car le fascisme est une stratégie d'accumulation du pouvoir. Le fascisme ne se contente pas d'une position minoritaire, il veut s'étendre et s'enraciner. Comprendre cela permet de replacer les tactiques et les objectifs du contre-mouvement dans leur contexte. Pourquoi les participant·es se préoccupent-ils de la protection des enfants et des jeunes alors que leurs activités ne sont manifestement pas fondées sur ce principe? Pourquoi certains participant·es affirment-ils accepter les personnes 2ELGBTQQIA+ alors que leurs actions démontrent clairement que ce n'est pas le cas? Ce n'est pas seulement parce que la cohérence et la logique n'ont pas d'importance pour le fascisme, mais parce que le fascisme a besoin de recrutement.

La rhétorique ouvertement anti-2ELGBTQQIA+ étant de plus en plus rejetée, les participant·es recadrent la question en disant qu'il s'agit de protéger les enfants, les jeunes et les femmes. Cette façon de présenter les choses peut désarmer les gens et, une fois qu'ils s'engagent, ils sont nourris d'informations erronées et de désinformation. L'utilisation des craintes liées aux abus sexuels et à la traite des enfants est caractéristique des groupes conspirationnistes qui recrutent des nouveaux·elles participant·es en lançant de fausses alertes sur le mal fait aux enfants (par exemple, le « [pizzagate*](#) » et la [conspiration Wayfair*](#)). En outre, les personnes recrutées dans ces mouvements sous des prétextes sont initiées à des idéologies de plus en plus extrêmes qui les éloignent [de leur famille et de leurs ami·es*](#). C'est ainsi que le contre-mouvement fonctionne comme une porte d'entrée vers l'extrémisme et comme un moyen pour celui-ci de croître et de gagner en puissance.

La menace qui pèse sur les personnes et les communautés 2ELGBTQQIA+ est claire. Le contre-mouvement déshumanise la communauté 2ELGBTQQIA+ tout en répétant qu'elle fait du tort aux femmes et aux enfants. Ceci est une recette pour la violence, à laquelle la communauté [est déjà très exposée](#). Elle constitue également une menace pour [tous les groupes marginalisés et pour la démocratie](#) au Nouveau-Brunswick.